

# Driss Ksikes

Ecrivain, essayiste, directeur de recherche à Economia-HEM

**“Entre l’identitaire et le pragmatique, il y a une troisième voie libératrice d’énergies”**



“Notons d’abord qu’historiquement, cette question du rapport entre l’école et la langue, a toujours été phagocytée par les enjeux politiques de basse manœuvre, non politiques, dans le sens de construction d’un bien-être collectif. Quand, vers la fin des années 1960, Mohamed Benhima a tenté d’échelonner l’arabisation sur la durée, en prônant d’abord un bilinguisme stratégique, il suscita un tollé de la part des nationalistes identitaires. Quand, au début des années 1980, Azeddine Laraki, alors ministre de l’Education, a mis en place l’arabisation, il l’a fait selon le prisme d’une idéologie conservatrice, sous l’influence de conseillers proches des Frères musulmans au sein de son cabinet. A présent, devant la volonté d’instituer à nouveau le français et les autres langues étrangères comme langues d’enseignement des sciences, nous assistons derechef à une sorte d’opportunisme de rattrapage de la part de l’Etat et de contre-offensive tactique de certains courants conservateurs.

Sur ces questions, la primauté des enjeux identitaires et politiques sur l’essence des réformes s’est invariablement vérifiée. La raison la plus plausible à mon sens tient au fait que l’ensemble de l’élite marocaine n’est pas concernée dans sa vie quotidienne par l’école publique. Je ne parle pas uniquement de dirigeants de partis politiques, mais de l’élite marocaine dans son ensemble qui plébiscite, pour des raisons d’efficience tout à fait compréhensibles, l’enseignement privé ou autres missions étrangères. Par conséquent, l’école qui accueille la masse, étant extérieure à ses intérêts immédiats, devient le théâtre de surenchères diverses et variées. En somme, un joujou politique qui tient la société entière en otage. Ayant dit cela, il faut aussi comprendre que les monolinguismes se valent. Ils peuvent véhiculer des règles, mais également de l’ignorance lorsque l’ouverture est inexistante. L’arabe en soi ne pose pas problème. Le français ne peut pas à lui seul résoudre les porosités struc-

turelles du système. Le problème, au Maroc, réside dans la faible accumulation de corpus novateurs et stimulants en langue arabe, malgré trente années d'arabisation effective. Cela s'explique, entre autres, par le manque de rigueur dans la gouvernance pédagogique, la faiblesse de la culture de l'effort, l'aporie de la qualité des enseignants et de leur implication. La culture de la triche et de la fraude a, en outre, participé à fausser les enjeux de l'école de manière terrible.

Aujourd'hui, ce faux-débat sur la langue est mis en avant faute de vrai débat sur l'école comme levier de développement et d'instauration d'une société innovante et créative. Que l'école en soit réduite à ces confrontations stériles au lieu d'être, comme au Rwanda ou en Indonésie, le lieu par lequel on repense le projet de société dans son ensemble, est le signe d'une faillite éthique. Facteur aggravant : alors même que l'on est en train de gloser sur le modèle de développement, l'élite politique, largement discréditée, manipule ses électeurs potentiels sur fond de querelle linguistique. Or, si modèle de développement il y a, c'est par une école initiatrice, stimulante et libératrice d'énergies qu'il devrait être enclenché. Et nulle part ailleurs.

Si l'on veut être pragmatique et raisonner sur la base de l'efficacité du système et de sa cohérence, force est de constater que notre marché du travail, assez exigu, est largement dominé par le français. Ceci est un état de fait, sans doute dû à un défaut de diversification de notre modèle économique. Ainsi, opter pour l'utilisation de langues étrangères (français, anglais ou autres) dans le texte de loi est en soi défendable par rapport à la conjoncture actuelle et la structure de notre économie (25% seulement des diplômés chaque année parviennent à accéder à un emploi). Comme il est susceptible d'ouvrir des horizons ailleurs à une large frange de jeunes qui n'accèdent pas au marché du travail local. Ceci dit, d'un point de vue de réforme globale, cet argument, pragmatique,

à lui seul, ne suffit pas pour justifier nos choix stratégiques. Culturellement, il est tout aussi important d'aborder l'enseignement des sciences, non seulement comme une somme de règles et de techniques "étrangères", mais en rapport avec les sources universelles plurielles, dont celles arabomusulmanes, d'où provient le raisonnement logique, mais également en lien avec l'environnement immédiat, végétal, géologique, architectural, urbain avec lequel interagissent au quotidien les apprenants. Les sciences, dissociées de l'histoire, de la société et de la philosophie, servent à produire de bons techniciens, mais re-connectées à elles, peuvent inspirer des créateurs.

Prise dans ce sens, l'école ne serait plus perçue comme une greffe extérieure à la vie des élèves, mais située au cœur de leurs vies et d'un monde en mouvement où l'intelligence provient de la synthèse, non de la reproduction des savoirs. Aussi, la langue devant véhiculer les sciences pourrait dès lors être hybride, pouvant intégrer les appellations d'origine, provenant du milieu, en arabe, en amazigh, en latin, comme celles d'usage, canonisées, en français ou en anglais. En somme, au lieu d'osciller entre deux extrêmes, où la langue est appréhendée soit à partir de son origine identitaire ou de son usage pragmatique, il y a lieu d'imaginer une troisième voie où la langue est perçue, comme l'indique son étymologie, en énergie organique, productrice de performances et d'émancipation des êtres, avant tout. Cela change complètement la manière d'envisager l'école. Celle-ci ne serait plus un réceptacle pour transmettre des savoirs, mais un lieu vivant pour expérimenter les connaissances de soi et du monde.

Tout cela nécessite du courage politique, des formations appropriées des enseignants et surtout un débat public serein, appréhendant l'école comme socle de développement majeur et non comme marchepied pour des batailles politiciennes. Mais nous en sommes loin, pour le moment." ■